



Newsletter N° 32

Mai 2018

[Actualité juridique parue au journal officiel de la République Algérienne](#)



La loi n° 18-04 du 10 mai 2018 a fixé les règles générales relatives à la poste et aux communications électroniques.

(JO n° 27 du 13 mai 2018 p.3)



La loi n° 18-05 du 10 mai 2018 a fixé les règles générales relatives au commerce électronique.

(JO n° 28 du 16 mai 2018 p.4)



Le décret présidentiel n° 18-140 du 21 mai 2018 a ratifié l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et la commission de l'Union africaine relatif au siège du mécanisme de l'Union africaine de coopération policière (AFRIPOL), fait à Alger, le 14 mai 2017.

(JO n° 30 du 27 mai 2018 p.3)



Le décret présidentiel n° 18-145 du 27 mai 2018 a fixé le statut des personnels civils des établissements relevant du secteur économique de l'Armée Nationale Populaire.

(JO n° 31 du 30 mai 2018 p.9)



Le décret exécutif n° 18-139 du 21 mai 2018 a modifié et complété le décret exécutif n° 18-02 du 7 janvier 2018, portant désignation des marchandises soumises au régime de restrictions à l'importation.

(JO n° 29 du 23 mai 2018 p.3)



Le décret exécutif n° 18-131 du 2 mai 2018 a modifié et complété le décret exécutif n° 90-11 du 1er janvier 1990 portant création de l'office national des publications scolaires (O.N.P.S).

(JO n° 26 du 6 mai 2018 p.5)



L'arrêté interministériel du 8 mars 2018 a précisé les modalités et conditions d'exemption, pour une période de 5 ans, des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée pour les composants et matières premières importés ou acquis localement par les sous-traitants agréés, dans le cadre de leurs activités de production d'ensembles et de sous-ensembles destinés aux produits et équipements des industries mécaniques, électroniques et électriques, application des dispositions de l'article 110 de la loi n° 16-14 du 28 décembre 2016 portant loi de finances pour 2017.

(JO n° 25 du 2 mai 2018 p.13)

- L'arrêté du 14 février 2018 a modifié l'arrêté du 19 décembre 2017 portant désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

(JO n° 31 du 30 mai 2018 p.21)



L'arrêté interministériel du 19 octobre 2017 a fixé les modalités applicables en matière d'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires, en application des dispositions de l'article 14 du décret exécutif n°13-378 du 9 novembre 2013, fixant les conditions et les modalités relatives à l'information du consommateur.

(JO n° 25 du 2 mai 2018 p.21)



L'arrêté du 4 mars 2018 a fixé la composition du conseil d'orientation de l'autorité gouvernementale de certification électronique.

(JO n° 26 du 6 mai 2018 p.17)



L'arrêté du 8 avril 2018 a habilité les directeurs des ressources en eau de wilayas à représenter le ministre des ressources en eau dans les actions en justice.

(JO n° 26 du 6 mai 2018 p.20)



L'arrêté du 9 avril 2018 a modifié et complété l'arrêté du 19 avril 2010 instituant des quotas de pêche au thon rouge pour les navires battant pavillon national exerçant dans les eaux sous juridiction nationale et fixant les modalités de leur répartition et de leur mise en œuvre.

(JO n° 30 du 27 mai 2018 p.17)



L'arrêté du 17 mai 2018 a revalorisé les pensions, allocations et rentes de sécurité sociale.

(JO n° 30 du 27 mai 2018 p.23)



L'arrêté du 16 janvier 2018 a modifié l'arrêté du 10 novembre 2015 portant désignation des membres du conseil d'administration de l'institut algérien de normalisation.

(JO n° 31 du 30 mai 2018 p.21)

Pour plus d'informations :

www.chemlouletassocies.com